SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 22 MARS 1923

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur.

(Voir les nos 136, 199, 227, 229 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 21 mars 1923 : le n° 109 du Sénat.)

Présents : MM. DE BAST, président ; DELANNOY, HUISMAN-VAN DEN NEST, SEELIGER, SERRUYS, VAN CAUWENBERGH, VANDE MOORTELE, VAN OVERBERGH et baron DE MÉVIUS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Il serait beaucoup plus agréable pour notre très estimé Ministre des Finances et pour le Parlement de ne pas devoir créer de nouvelles ressources et chercher de nouveaux impôts mais, hélas, par suite de la carence de l'Allemagne, par suite de la guerre, par suite de nombreuses fautes commises dont il faut payer les conséquences, et, par suite aussi de circonstances impossibles à prévoir et indépendantes de notre volonté, il est indispensable d'augmenter nos ressources annuelles. Dans cet ordre d'idées, rien ne doit nous coûter moins à voter que ce que nous appellerons les contributions volontaires : c'est-à-dire celles que les nécessités absolues de la vie n'obligent pas à supporter, car celles-là sont fatalement les plus lourdes. Personne, en effet, n'est obligé d'avoir autos, camions, motocyclettes ou autres véhicules à moteur, et, dès lors, il est parfaitement équitable qu'on les taxe, même assez sévèrement, dans le but de leur faire payer une partie importante des détériorations qu'ils causent à nos routes ; de contribuer à l'amélioration, nécessaire et très désirable dans le plus bref délai, de notre régime routier. Il est, en effet, navrant de constater que certaines routes et principalement celles qui conduisent de la capitale vers les belles parties du pays, au point de vue du tourisme sont spécialement mauvaises, disons même exécrables en certains endroits, au point de détourner les automobilistes étrangers de chez nous au grand dam de notre change, de notre commerce et de notre industrie.

Certes, la faute en est surtout à notre circulation automobile qui est d'une densité telle, qu'à part les petits pavés sur fond dur, rien ne pourra y résister et il n'est hélas pas possible tant au point de vue financier qu'au point de vue possibilité d'exécution de modifier d'un coup de baguette tout

(2)

un système routier suranné dans les endroits de grand trafic. Nous ne pouvons donc qu'approuver l'initiative du Gouvernement qui nous propose les modifications qui nous sont soumises par le Projet de Loi, qui a été voté hier à la Chambre par 80 voix et les traditionnelles abstentions socialistes, sans critique importante et sans autres modifications au projet primitif du Gouvernement que le mot « valeur marchande » remplacé par « imposable » au paragraphe 2 de l'article 3, et un secundo de l'article 5 définissant mieux les exemptions. Quelques modifications de textes ont été faites au 1^o de l'article 8 et enfin, à l'article 12, la Chambre a admis les amendements proposés par la Commission, répartissant les 50 p. c. attribués aux provinces et aux communes. Espérons que, grâce aux sacrifices plus grands demandés à ceux qui emploient nos routes nationales, sacrifices dont bénéficieront également nos provinces et nos communes, nous pourrons constater à bref délai une amélioration notable de nos routes belges et que toute la Belgique, munie de routes excellentes comme celles de nos Ardennes, deviendra un pays de cocagne pour l'automobiliste et le rendez-vous des riches étrangers à la recherche de voyages intéressants et confortables.

Madame et Messieurs, après l'Exposé des motifs gouvernemental, après l'excellent rapport si complet présenté à la Chambre par l'honorable M. David et les tableaux intéressants qu'il contient, il ne reste plus à votre Commission des Finances, qu'à vous proposer l'adoption du projet tel qu'il nous est transmis par la Chambre des Représentants.

Le Rapporteur,
BARON DE MÉVIUS.

Le Président,
CAMILLE DE BAST.